

SOCIALISATION POLITIQUE ET IDENTITÉS PARTISANES : PISTES DE RECHERCHE

PAR

Claude DUBAR

Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Je voudrais essayer de soumettre un modèle d'analyse de ce que j'ai appelé les formes identitaires (Dubar 91) à l'épreuve d'une transposition du champ professionnel - précisément celui de la grande entreprise - au champ politique. L'hypothèse sous-jacente à cet exercice est que les formes identitaires et leur principe de construction sont généralisables, sous conditions, à toute institution qui tient sa "réussite" ou sa "reproduction" de l'engagement de ses membres et son "pouvoir" de sa capacité à gérer leurs constructions identitaires à l'aide de modèles plus ou moins explicites.

I - UN MODÈLE D'ANALYSE DES FORMES IDENTITAIRES ET DE LEUR CONSTRUCTION

Analysant dans une recherche collective les réactions salariales à ce que nous avons appelé des "innovations de formation" dans des grandes entreprises privées (LASTREE 89), nous avons systématiquement mis en évidence, à partir d'entretiens approfondis portant sur le rapport au travail, à la trajectoire d'emploi et à la formation, quatre "logiques salariales" permettant de comprendre pourquoi les salariés concernés étaient ou non allés en formation, avaient ou non changé d'emploi et pensaient ou non rester ou progresser dans leur entreprise.

La relative cohérence de ces quatre formes de justification reposait sur l'élucidation des relations - exprimées dans les entretiens - entre le "monde

vécu du travail" c'est-à-dire la manière dont étaient décrites les tâches accomplies, les relations de travail, les procédures de gestion etc., la "trajectoire subjective" c'est-à-dire la façon dont le passé était reconstitué et l'avenir envisagé et la "conception pratique de la formation" c'est-à-dire la manière d'apprendre et de considérer les différents savoirs transmis par les divers modes de formation proposée (cours, stages, monitorat...).

L'interprétation de ces quatre "logiques d'action" dans le champ professionnel en terme de "formes identitaires" reposait sur une hypothèse théorique et un constat empirique. L'hypothèse, issue de diverses tentatives de théoriser la manière dont se construisent et se différencient les identités individuelles au cours du processus de socialisation (Erikson 1968, Goffman 1963, Laing 1961, Sainsaulieu 1977), reposait sur l'idée que les formes identitaires grâce auxquelles les individus tentent de se définir eux-mêmes (identité "pour soi" chez Laing ou "identités réelles" chez Goffman) et peuvent être identifiés et reconnus par autrui (identité "pour autrui" ou "identités virtuelles") impliquent la conjonction d'un *espace* significatif d'investissement de soi (le champ ou la sphère où l'on joue son identité "principale") et d'une *temporalité* spécifique à partir de laquelle on reconstruit sa biographie. Rejoignant les définitions anthropologiques de l'identité en terme "d'espace-temps générationnel" (Erikson) ou de processus organisé autour d'un "foyer virtuel" (Lévi-Strauss 1977), cette approche des formes identitaires permettait de réorganiser les quatre "logiques" précédentes, construites inductivement, dans un modèle tétrachorique croisant de manière idéal-typique deux grandes manières de construire et reconstruire sa biographie (privilégiant la continuité ou les ruptures) et deux positions opposées à l'intérieur du champ de la grande entreprise intégrative (l'une associée à la reconnaissance des compétences, l'autre à leur non-reconnaissance).

Le constat empirique était que les quatre "logiques salariales" n'étaient pas facilement hiérarchisables au moyen d'une dimension unique et ne pouvaient se réduire par exemple à un niveau de formation ou de qualification. Il y avait clairement deux manières d'occuper des positions jugées "supérieures" voire "dominantes" (c'est-à-dire fondées sur la reconnaissance par les directions d'entreprise) ou des positions dites "inférieures" ou "dominées" (c'est-à-dire sans reconnaissance des compétences revendiquées). Les positions "supérieures" pouvaient être associées soit à une forte implication dans les jeux de pouvoir et de promotion interne à l'entreprise (d'où l'appellation d'identité d'entreprise) soit à une forte revendication d'autonomie associée à des trajectoires de mobilité externe, fondées sur diverses formes d'investissement dans des réseaux affinitaires (d'où l'appellation d'identité de réseau). Ceux qui partagent cette dernière "forme identitaire" ont, généralement, des niveaux de diplôme plus élevés que les précédents (cf. tableau I). Les secondes concernaient soit des salariés d'exécution fortement attachés à leur filière de métier, se définissant plutôt en terme "catégoriel" (informaticiens, hommes d'entretien...), évoquant les syndicats et se considérant comme "bloqués" dans leur progression (nous avons choisi le terme "identité catégorielle"), soit des salariés ayant connu des trajectoires chaotiques, des difficultés d'insertion

ou de reconversion et insistant presque exclusivement sur la stabilité d'emploi qu'ils jugeaient menacée par les expériences en cours, au point de craindre l'exclusion et d'envisager d'autres investissements que professionnels (identité de "hors travail"). Ici encore, les premiers avaient des niveaux de formation plus élevés relativement que les seconds (cf. tableau I).

Tableau I - Formes identitaires dominantes selon le niveau de diplôme

	Niv. I - III	Niv. IV	Niv. V	Niv. VI	NR	Total
Identité d'entreprise	12	3	15	4	4	38
Identité de réseau	11	2	8	4	7	32
Identité catégorielle	7	6	17	6	1	37
Identité de hors travail	1	1	16	28	6	52
	31	12	56	42	18	159

I - III : Diplôme d'enseignement supérieur

IV : Bac ou équivalent

V : CAP - BEP ou équivalent

VI : Pas de diplôme.

II - UNE TRANSPOSITION AU CHAMP POLITIQUE : L'EXEMPLE DU PARTI COMMUNISTE (1936-1968)

Pour imaginer cette transposition, il est nécessaire d'approfondir les différences spécifiques entre les différentes formes identitaires et de présenter la manière dont j'ai tenté de la faire à partir de la notion de double transaction.

L'institution de référence par rapport à laquelle les individus enquêtés s'étaient principalement définis, au cours des entretiens, était leur entreprise actuelle, engagée dans une dynamique de modernisation et de mobilisation de ses salariés. Un des enjeux majeurs de cette politique était, pour les directions d'entreprise, de sélectionner les salariés jugés compétents pour affronter les changements en cours ou en projet (dans l'organisation du travail, des emplois, de la mobilité...) et, pour les salariés, de se faire reconnaître compétents pour garder leur emploi et/ou progresser dans leur carrière. Une transaction majeure était mise en œuvre, sous des formes diverses mais de plus en plus personnalisées (entretiens avec le hiérarchique, le responsable de formation...), devant permettre à ceux qui avaient les stratégies adaptées - ou qui acceptaient d'en changer - d'échanger leur "mobilisation" pour l'entreprise contre des perspectives professionnelles positives. Pour être assuré subjectivement de rester et/ou de progresser, il fallait changer son travail, changer d'emploi, accepter la mobilité, faire de la formation. Mais cette transaction structurelle ou relationnelle qui avait pour enjeu la relation de confiance entre employeur et salarié engageait une autre transaction tout aussi essentielle mais "interne" aux individus concernés. Elle concernait la relation entre l'évaluation de leurs capacités acquises ("de quoi suis-je capable étant donné ce que j'ai fait ?") et la projection des opportunités possibles ("à quoi puis-je pré-

tendre étant donné la situation présente ?"). Cette transaction biographique constituait une véritable "*transaction avec soi-même*" (Strauss 89) mettant en question la continuité de ses appartenances, le sens donné à sa trajectoire et la "vision du monde" qui y est associée.

Ce qui est en question dans les formes identitaires repérées dans la recherche, c'est donc la relation entre des visions (et divisions) de l'univers professionnel et des conceptions (et perceptions) de la vie personnelle, du cycle de vie, de la biographie. Entre un modèle clairement organisé autour de la progression continue fondée sur l'attachement loyal à une institution jugée dominante et source d'identification (ici, l'entreprise) et un modèle impliquant des ruptures successives dûes aux aléas d'un marché du travail considéré comme pourvoyeur d'emplois nécessaires pour assurer un salaire permettant de vivre dans une autre sphère (le "hors-travail"), les deux autres formes identitaires impliquent des jeux subtils de négociations complexes entre des engagements partiels et limités pour l'entreprise et des investissements dans d'autres groupes, réseaux, institutions (groupes professionnels, syndicats, associations...) pouvant entretenir avec l'entreprise des rapports conflictuels coopératifs ou concurrentiels. Entre une forme fortement "fusionnelle" de la relation individu/institution et une forme largement "instrumentale" confrontée aux menaces de l'exclusion, les deux autres formes identitaires impliquent des relations plus ambiguës et plus fragiles d'adhésion critique et de double jeu (identité de réseau) ou de coopération conflictuelle et de participation dépendante (identité catégorielle).

Transposé de l'entreprise au parti politique, on peut faire l'hypothèse de l'existence d'identités partisans diversement liées au "noyau dirigeant" du Parti et diversement impliquées par les croyances, positions, slogans et visions du monde sous-tendant l'idéologie partisane. L'image des cercles concentriques proposée par A. Kriegel (1968) pour le Parti communiste français de la première période (1920-1950) distinguant les permanents, les simples militants, les sympathisants ou "compagnons de route" et les simples électeurs a l'inconvénient de réduire à une seule dimension synchronique le lien entre les individus et le Parti. Selon le modèle précédent, il faut combiner le mode de relation entre l'individu et la direction du Parti qui le reconnaît ou non comme compétent pour en être un porte-parole et la forme d'engagement temporel de celui-ci à l'égard du Parti, suivant qu'il veut ou non y faire *carrière*. Dans cette perspective, il existe une diversité d'identités militantes depuis celle du futur permanent totalement investi dans le Parti et reconnu apte à faire un futur "cadre" par ses dirigeants, jusqu'à celle du "colleur d'affiche" occasionnel peu impliqué par l'idéologie et peu valorisé par les "grands dirigeants". Entre les deux, on peut distinguer assez nettement ceux qui, espérant y faire une carrière "locale" voire "nationale", en vertu de leur forte implication dans des groupes spécialisés (syndicats, associations...), ne parviennent pas à en faire une profession notamment par manque de compétence "idéologique" reconnue et ceux qui, tout en étant pourvus de ces compétences, ne peuvent s'investir durablement ou exclusivement dans le Parti et finissent, plus ou moins rapidement, par le quitter (ou à s'en faire écartier) sur la base de divergences multiples.

Si l'on applique ce modèle au Parti communiste durant la période de fabrication puis de consolidation du "*modèle stalinien*" (Pudal, 1989), on peut assez facilement repérer, grâce aux données biographiques disponibles, les "signes" - fonctionnant comme autant de signaux et de stigmates - grâce auxquels le "groupe dirigeant" repère et sélectionne les futurs cadres et permanents : appartenance ou origine ouvrière, militantisme CGTU puis CGT, alliance de "l'esprit de masse" et de "l'esprit de Parti", méfiance à l'égard des intellectuels dominants, apprentissage systématique et progressif du dogme (écoles du Parti)... La construction de cette identité communiste accompagne les rites d'initiation et de progression dans l'appareil (cellule, section, fédération, comité central) pour s'achever dans l'installation comme permanent pouvant (enfin...) "*vivre de la politique parce que vivant pour la politique*" et "*se servir en servant*" (Bourdieu 1987, p. 197). Il n'y a pas passage d'une forme identitaire "primitive" (colleur d'affiches...) à une forme identitaire "achevée" (permanent) mais construction conjointe - par l'institution et l'individu - de cette forme identitaire partisane dès l'entrée dans le Parti (ou peu après...) par une sorte d'ajustement précoce (double transaction) entre la revendication identitaire du "militant" (son rapport à la politique et au Parti) et la reconnaissance identitaire par les "dirigeants", selon son degré de conformité au modèle légitime.

Cette identité partisane ne se construit et ne se consolide dans la durée que parce qu'elle est d'emblée reconnue et identifiée par les dirigeants. De fait, comme pour la grande entreprise aujourd'hui dans le champ professionnel, il n'y a, dans ce modèle, qu'une seule forme identitaire pleinement reconnue par les dirigeants et permettant de faire carrière dans le Parti. Nous l'appellerons "identité de Parti" pour désigner - comme pour ce que nous avons appelé "identité d'entreprise"¹ - la conjonction d'un espace unique d'investissement de soi (ici, le Parti) et d'une temporalité entièrement fondée sur la carrière interne à l'espace précédent (ici, la carrière politique dans le Parti). Elle se distingue nettement des trois autres formes identitaires dans le champ politique soit par l'espace de référence (ailleurs, tel ou tel secteur de la société civile) soit par la temporalité dominante (ailleurs, telle ou telle période de la vie) soit par les deux à la fois (pour le colleur d'affiche, le temps des campagnes électorales). Cette forme identitaire communiste ("de Parti") est porteuse d'une anticipation d'une autre société, elle est le symbole d'une contre-culture avec ses symboles (la casquette, le bleu de travail, le vélo...), ses mots (camarades, classe ouvrière, le Parti, etc.), ses idoles (Thorez) et son histoire officielle ("Fils du peuple"). Elle entretient de fortes affinités avec des identités sociales (ouvriers masculins de la grande entreprise métallurgique...) et avec des mouvements syndicaux (CGTU puis CGT) associatifs, sportifs, culturels. C'est cette homologie entre position du PCF dans le champ politique et position de ses mandants et électeurs dans le champ socio-professionnel qui permet, durant toute cette période (1936-1968), à l'identité communiste de se reproduire en assimilant des fractions "conscientes" de chaque génération

1. A partir de 1982, le CNPF s'intitule le "parti de l'entreprise"...

ouvrière, parfois fortement concurrencées par des intellectuels (Pudal 1989). C'est aussi sa relative imbrication avec les autres formes identitaires partisans qui lui permet d'éviter l'isolement et de se faire admettre comme légitime par une fraction plus ou moins importante de l'électorat.

III - LES TRANSFORMATIONS DE LA SOCIALIZATION POLITIQUE : DE L'IDENTITÉ MILITANTE "TOTALE" À L'IDENTIFICATION TOTALISANTE ?

Qu'il s'agisse d'identités professionnelles ou d'identités partisans, l'une des questions-clés les plus décisives pour la compréhension des réalités sociales est celle de la genèse des formes identitaires et des conditions de leur construction et de leur consolidation dans les biographies singulières et les conjonctures historiques. Cette question est, en fait, celle des modes de socialisation et donc des relations entre l'histoire des individus et celle des institutions au sein desquelles les individus construisent leurs identités en contribuant à construire les institutions.

Une des hypothèses les plus fréquemment avancées par les sociologues qui s'intéressent aux évolutions récentes de la jeunesse en France est celle de la transformation des modes de socialisation au cours de la dernière période. On serait passé d'une socialisation fondée principalement sur la transmission et la légitimation précoce des héritages culturels à une socialisation fondée sur l'expérimentation et la construction progressive et aléatoire de "compétences" en quête de reconnaissance (Galland 90). Appliquée à la socialisation politique, ce modèle signifie un affaiblissement des affiliations partisans fondées sur l'héritage familial (communistes de père en fils...), une quasi-absence de forme identitaire bien établie lors de l'adhésion éventuelle à un Parti, des passages possibles voire probables par des formes identitaires différentes au cours de la vie adulte impliquant de véritables *conversions* individuelles mais aussi des transformations des "modèles militants" de la part des Partis même les plus fortement organisés.

On pourrait interpréter de cette manière l'incontestable crise du militantisme communiste et du modèle de l'identité de Parti, durant la dernière décennie. La crise du modèle légitime antérieur (stalinien) serait ainsi le résultat de la conjonction de nouvelles aspirations identitaires - et notamment du refus des stigmatisations ou sélections précoces - et de blocages multiples dans le fonctionnement de l'ancien modèle et de ses références politiques (par exemple la contradiction patente entre les positions et discours anti PS de la période 1978-81 et la participation de ministres communistes dans la période 1981-84...) sans qu'il soit clairement remplacé par un nouveau. On peut d'ailleurs avancer l'hypothèse que l'une des sources essentielles de la crise réside dans le tarissement de la source alimentant le Parti communiste en jeunes susceptibles de correspondre au modèle antérieur : scolarisation accrue des enfants d'ouvriers, remplacement du modèle "ouvrier" par le modèle "technicien" dans l'enseignement professionnel (Tanguy 91), affaiblissement

du syndicalisme, allongement et complexification de l'insertion professionnelle, perte d'identification à l'égard des pères souvent chômeurs ou pré-retraités... De fortes ruptures entre les générations ouvrières (Terrail 90) accentuent les décalages entre les revendications identitaires des jeunes issus de la classe ouvrière et le modèle identitaire partisan proposé antérieurement par le PCF. A la diminution des entrées dans le Parti des jeunes s'ajoute le retrait croissant des anciens et les ruptures massives des intellectuels de la génération du baby-boom : au-delà de l'affaiblissement quantitatif, c'est à la décomposition du modèle identitaire précédent que l'on assiste durant les années 80, sans qu'un autre modèle n'émerge clairement. On peut se demander si celui-ci n'exige pas une transformation complète du mode de socialisation politique et d'autres pratiques de fabrication de l'identité partisane.

A) Une approche psycho-analytique de l'identité militante "totale"

Dans sa définition de l'identité militante, Bernard Chouvier (1980, p. 251) introduit trois éléments convergents :

- des textes sacrés délimitant une *doxie* ;
- un groupe d'appartenance (fusionnelle) formant un *cercle* ;
- un désir prosélytique renvoyant à l'*activisme*.

Pour l'auteur, l'identité militante, construite à partir de ces éléments de base, implique bien la fusion entre un processus génétique, inscrit dans les biographies individuelles et renvoyant au modèle de la "conversion" (entrée en militance, changement de nom et de peau, adhésion et adhérence à une cause devenue à la fois raison de vivre et cuirasse protectrice...) et un processus relationnel fondé sur "*l'identification verticale au leader, incarnation de l'idéal du moi*" (identification à la fois spéculaire, groupale aux "égaux" et archaïque, introjectale au "leader", figure du père archaïque). A propos de l'identité militante, Chouvier parle d'identité "totale", clanique ou plutôt méta-ethnique, en s'appuyant sur les analyses de G. Devereux (1970, p. 131 ss.) et considère qu'elle est porteuse d'un risque de "*carcan psycho-rigide*" dès lors qu'elle ne laisse plus aucune place aux jeux identitaires découlant de la multiplicité des rôles et des prises de distance qu'elles impliquent. La "cause" étant enracinée à la fois dans une adhésion excessive à la "doxie" et dans une adhérence collusoire au "cercle" ne laisse plus grande place aux autres champs de la vie sociale ou plutôt s'infiltré "activement" dans toutes les sphères sociales pour imprégner tous les autres rôles: un vrai militant est militant partout.

Dans le champ politique, cette forme d'identité militante suppose, pour s'accorder à ce modèle, que le parti auquel adhère le militant soit : 1) porteur d'une cause susceptible d'impliquer toute la vie sociale ; 2) pourvu de mécanismes intégrateurs capables d'assurer le triomphe d'une orthodoxie contre les risques d'éclatements en "tendances" multiples ; 3) capable de proposer à ses adhérents des activités multiples, coordonnées et centralisées, susceptibles d'en faire des soldats de la cause et des défenseurs de l'orthodoxie ; 4) pourvu

d'un chef charismatique capable de provoquer et d'entretenir les identifications des militants. Le parti devient alors une sorte de "*total institution*" (Goffman) capable de contrôler l'ensemble des activités de ses membres depuis les postures du corps les plus extérieures jusqu'aux croyances les plus intimes en passant par les paroles les plus anodines. Davantage secte qu'église, le Parti doit alimenter les pratiques de ses militants par une utopie mobilisatrice toujours réactivée dénonçant radicalement les pouvoirs établis et invoquant l'urgence de restaurer des valeurs essentielles menacées par la modernité, le grand capital ou ... les immigrés. La présence d'un groupe "bouc émissaire" favorise grandement les mobilisations militantes.

B) Une réinterprétation socio-historique de cette approche

Cette identité militante "totale" est proche de ce que nous avons appelé l'identité de Parti, elle en constitue une version "subjectiviste" centrée sur la *demande* identitaire d'individus à la fois socialement perturbés dans leurs appartenances et psychologiquement fragiles dans leur autonomie. Une approche plus "objectiviste" consiste à se demander quels partis politiques représentant quelles couches sociales et défendant quelles causes *offrent* de tels modèles identitaires à leurs adhérents ? On pense immanquablement au Front National, dans la période récente, mais le modèle pourrait sans doute s'appliquer au modèle stalinien des partis communistes de la guerre froide.

Ce qu'il faut comprendre, là encore, ce sont les raisons pour lesquelles des individus, appartenant à certaines lignées et abordant la vie adulte dans certaines conjonctures, choisissent de s'investir totalement dans le champ politique partisan, d'identifier leur avenir avec celui d'un Parti et de structurer leur vision du monde autour de sa Cause. Si le mode de socialisation par transmission et élection par les dirigeants sur la base de critères de classe semble entré en crise, comment un nouveau modèle organisé autour de l'expérimentation et de la construction, par les entrants, de nouvelles trajectoires peut-il aboutir aussi à consolider d'autres identités "totales" au sein de partis "totalitaires" ? N'y aurait-il pas, en fait, deux versions de l'identité de Parti, deux manières de la construire et deux façons de la valoriser selon la conjoncture historique et la configuration politique des forces ? On peut aussi associer, plus mécaniquement, l'une et l'autre à deux fractions sociales situées aux extrêmes de la hiérarchie et confrontées à des ruptures inverses l'une de l'autre : le déclin et la régression dans un cas, la transformation interne et l'ascension sociale dans l'autre.

Dans le premier cas (correspondant approximativement au PCF des années 30 à 60), l'identité de parti se forge à partir de la sélection précoce par les dirigeants de ceux qui ont le profil sociologique et les pratiques militantes adaptés à un "modèle de classe" impliquant le renversement du pouvoir des dominants au profit de la fraction jugée la plus révolutionnaire des dominés. Le risque serait de laisser les enfants d'ouvriers les plus doués et les plus actifs être absorbés par la réussite individuelle, scolaire puis sociale, et voués à une

intégration progressive à la petite bourgeoisie intellectuelle. Il faut leur fournir l'équivalent d'une carrière dans le Parti appuyée sur une "formation" progressive, une "valorisation" symbolique et l'intériorisation d'une vocation de "guide" pour le peuple. L'identité de Parti constitue certes une forme d'usurpation de pouvoir par la représentation (Bourdieu 1987) mais dans l'espoir utopique de permettre l'accès au pouvoir des dominés.

Dans le second cas (correspondant par exemple au Front National des années 80-90 en France mais aussi au Parti National Socialiste allemand des années 20-30), l'identité de Parti se forge à partir des expériences d'oppositions parfois violentes à des groupes choisis comme boucs-émissaires (juifs, maghrébins...) et des processus d'identifications à un Chef incarnant les valeurs dominantes (Nation, Patrie, Famille...) jugées menacées par l'invasion des barbares, les jeux des politiciens et l'ascension de nouvelles couches sociales. Le risque est de laisser se convertir l'ancienne classe dirigeante (aristocratie allemande, grande bourgeoisie traditionnelle française...) aux valeurs de la nouvelle classe montante (technocratie, affairisme...) et d'accentuer ainsi le déclassement des couches porteuses de l'ordre ancien. L'identité de Parti constitue ici un moyen de sauvegarder les anciennes valeurs de l'ancien ordre moral symbolisé par le Chef dans l'espoir (peut-être moins utopique) de le restaurer en rétablissant le pouvoir des anciens dominants.

Une différence essentielle découle de cette position inverse du Parti dans la structure politique relativement homologue à la structure sociale : l'identité de Parti vise, dans un cas, à consolider une "contre-culture" contre les risques d'absorption par les dominants, elle vise, dans l'autre, à restaurer la "vieille culture" contre les risques d'éclatement sous la pression des dominés (ou, du moins, des prétendants). Dans le premier cas, l'identité de Parti se sert des identifications au guide, pour cimenter la contre-culture ; dans le second cas, l'identification au Chef sert de ciment à l'identité de Parti, instrument du pouvoir charismatique des dirigeants du Parti, c'est-à-dire du Chef.

C'est ici que la conjoncture historique intervient pleinement pour renforcer l'un ou l'autre de ces deux modèles jugés parfois aussi "totalitaires". Le modèle des partis communistes comme "institutions totales" s'épanouit en période de croissance économique du capitalisme et de concurrence conflictuelle avec un pays communiste prétendant incarner la "contre-culture". Le modèle des partis fascistes se développe dans les périodes de crise économique et de stratégie défensive ou de déclin total des pays communistes, donc d'absence de "contre-culture". Dans le premier cas, l'identité de Parti peut entretenir l'illusion de l'anticipation d'un "homme nouveau" en voie de réalisation ailleurs, dans le second cas, l'identification au Chef de Parti peut s'appuyer sur l'absence de tout modèle alternatif et la référence à un passé mythique où régnaient les valeurs éternelles.

Les processus de socialisation politique diffèrent, dans l'un et l'autre cas, malgré certaines analogies psycho-analytiques. S'ils posent l'un et l'autre la question centrale des effets pervers de la non-reconnaissance de la pluralité

des identités partisans, la première a pu évoluer vers des formes plus démocratiques de fonctionnement alors que la seconde ne peut évoluer que vers la victoire du Chef ou le déclin total du Parti. On peut convertir une "identité communiste" en identités multiples de militants de la promotion ouvrière. On peut beaucoup plus difficilement reconvertir des identifications au Chef incarnant la restauration de valeurs liées à des classes en déclin. Mais ceci mériterait de plus amples débats.

RÉFÉRENCES

BOURDIEU (P.) - 1987 - "La délégation et le fétichisme politique" dans *Choses dites*, Paris, Ed. de Minuit, p. 185-202.

CHOUVIER (B.) - 1981 - "Les paradoxes de l'identité militante" in *Production et affirmation de l'identité*, Toulouse, Privat, tome 1, p. 251.

DEVEREUX (G.) - 1970 - "L'identité ethnique" in *Ethnopsychanalyse complémentariste*, Paris, Flammarion, p. 131-168.

DUBAR (C.) - 1991 - *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, A. Colin.

ERIKSON - 1968 éd. 1972 - *Adolescence et crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion.

GALLAND (O.) - 1991 - *Sociologie de la jeunesse*, Paris, A. Colin.

GARNIER (O.) - 1986 - "La théorie néo-classique face au contrat de travail : de la main invisible à la poignée de main invisible", in Salais (R.), Thévenot (L.) (éd.), *Le travail : marché, règle, convention*, Paris, Ed. Economica, p. 313-331.

GOFFMAN (E.) - 1963 éd. 1975 - *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Ed. de Minuit.

KRIEGL (A.) - 1968 - *Les communistes français. Essai d'ethnologie politique*, Paris, Seuil.

LAING (R.) - 1961 éd. 1975 - *Le soi et les autres*, Paris, Gallimard.

LASTREE - 1989 - *Innovations de formation et transformations de la socialisation professionnelle par et dans l'entreprise*, Lille, ronéo.

LEVI-STRAUSS (C.) - 1977 - *L'identité*, Séminaire du Collège de France, Paris, PUF.

PUDAL (B.), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la F.N.S.P.

SAINSAULIEU (R.) - 1977 - *L'identité au travail*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 2ème éd., 1985.

STRAUSS (A.) - 1989 - *Miroirs et masques*, Paris, A.M. Métailié.

TANGUY (L.) - 1990 - *L'enseignement professionnel en France. Des ouvriers aux techniciens*, Paris, PUF.

TERRAIL (J.-P.) - 1989 - *Destins ouvriers, fin d'une classe ?*, Paris, PUF.